



Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/2
1^{er} mai 2025

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-seizième réunion
Montréal, 26-30 mai 2025
Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

ACTIVITES DU SECRETARIAT

Introduction

1. Le présent document présente les activités du secrétariat depuis la publication du document sur les activités du secrétariat pour la 95^e réunion².

I. Questions relatives aux réunions

I.1 95^e réunion

2. Le rapport de la 95^e réunion³ a été communiqué à tous les membres du Comité exécutif, aux agences bilatérales et d'exécution, ainsi qu'au secrétariat de l'Ozone, et a été publié sur le site Web du Fonds multilatéral. Les résultats de la réunion concernant les approbations de projets et les retards dans la soumission des tranches ont été communiqués à 90 pays et 16 pays visés à l'article 5, respectivement, ainsi qu'aux organismes concernés. Un résumé de la 95^e réunion et des décisions qui y ont été prises a été rédigé et est disponible sur le site Web du Fonds.

I.2 96^e réunion

3. Le secrétariat a préparé 64 documents pour la 96^e réunion⁴, révisé les bases de données et préparé des documents de synthèse, le cas échéant.

I.3 Réunion de coordination inter-agences (IACM)

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/1

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/2

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/94

⁴ Des lettres d'invitation ont été envoyées aux membres du Comité exécutif, à la Présidente du Bureau de la Réunion des Parties, au Président et à la Vice-Présidente du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal, à la Directrice exécutif du PNUE, à la Secrétaire exécutive du secrétariat de l'Ozone, aux agences d'exécution, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et aux organisations non gouvernementales.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

4. Le secrétariat a organisé une réunion de coordination inter-agences sur la gestion des déchets radioactifs et des déchets radioactifs de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud (IACM) à Montréal (Canada) les 3 et 4 mars 2025. Ont participé à cette réunion les représentants des agences bilatérales du Canada, de l'Allemagne et de l'Italie, les représentants des agences d'exécution et le personnel du secrétariat. Le rapport de la réunion⁵ est affichée dans la section « Réunions de coordination inter-agences » du site Web du Fonds. Les points saillants de la réunion sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

5. L'importance de la qualité des données et des analyses a été soulignée dans le cadre des discussions au titre du point de l'ordre du jour consacré à la soumission des projets. En ce qui concerne les données relatives aux programmes de pays (PP), le secrétariat a souligné que le système en ligne pour la soumission des données relatives aux PP avait été officiellement lancé le 1er janvier 2025 et que les identifiants d'accès avaient été envoyés à tous les pays visés à l'article 5 (voir également le paragraphe 20).

6. Le secrétariat a présenté l'état d'avancement du plan d'activités 2025-2027. Les agences ont fait le point sur les demandes attendues de chaque pays pour la 96^e réunion et celles qui devraient être présentées à la 97^e réunion. Le secrétariat a encouragé les organismes à envisager de présenter leurs projets dès qu'ils seront finalisés, peu après la 96^e réunion, même avant la date limite de la première soumission pour la 97^e réunion, ce qui permettrait de répartir la charge de travail liée à l'examen des projets entre les organismes et le secrétariat, compte tenu du nombre de projets prévus pour la 97^e réunion. Le secrétariat a également confirmé la possibilité pour les pays qui avaient présenté leurs demandes de plans de mise en œuvre de Kigali pour les HFC (KIP) avant l'adoption des décisions 91/65 et 94/60 de présenter des demandes de financement préparatoire pour ces activités, si nécessaire, et a exhorté les pays à présenter rapidement les demandes de financement préparatoire pour les projets relevant de la décision 94/60.

7. Le secrétariat a donné un aperçu des approbations des KIP et a présenté plusieurs points à débattre, sur la base de l'expérience acquise à ce jour en matière d'examen. Le secrétariat a également fait le point sur la finalisation des accords pour la phase I des KIP qui ont été approuvés avant que le modèle d'accord ne soit adopté, et a indiqué qu'il enverrait les projets d'accord préparés par le secrétariat aux agences bilatérales et d'exécution principales de chaque KIP pour inclusion à l'annexe 5-A, examen et approbation, en consultation avec les pays concernés.

8. En ce qui concerne les défis rencontrés dans la mise en œuvre des KIP approuvés et les enseignements tirés, le secrétariat a introduit cette discussion et s'est concentré sur les deux questions soulevées lors de la 95^e réunion⁶. En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement en produits de remplacement et les composants d'équipement nécessaires aux projets de reconversion visant à réduire progressivement les HFC, le secrétariat a noté que la question concernait davantage le secteur de la réfrigération et de la climatisation (R&C) et certaines catégories de produits, telles que la disponibilité de compresseurs au R-290 pour les équipements de plus grande capacité, tant dans les équipements de réfrigération commerciale que dans les équipements de climatisation, ainsi que la disponibilité de compresseurs au HFC-32 pour les équipements de climatisation de plus grande capacité, c'est-à-dire de plus de 3 à 5 tonnes de réfrigération (TR).

9. Un organisme a fait part de son expérience d'un projet dans le secteur des mousses et de la reconversion au cyclopentane, notant que le coût de l'agent d'expansion de remplacement était trois fois plus élevé que dans d'autres pays/régions et qu'il n'était pas certain des raisons de ces coûts élevés en l'absence d'une évaluation du marché. En ce qui concerne les projets dans le secteur de la R&C, les organismes n'ont pas rencontré ni prévu de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement pour la reconversion à la technologie à base de HFC-32. Les agences ont souligné que des mesures de sécurité pour le R-290 devraient être envisagées pour l'ensemble du cycle de vie, y compris l'entretien, en raison de l'inflammabilité du réfrigérant. Elles ont également expliqué que les projets pilotes de climatisation au R-

⁵ IACM/2025/1/2

⁶ Paragraphes 12 et 449, et paragraphe 19 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/94

290 se heurtaient à des difficultés de mise en œuvre, car seul un nombre limité de fabricants fournissaient des équipements de climatisation au R-290 en raison des faibles quantités nécessaires pour ces projets pilotes, du manque de motivation financière pour atteindre une plus grande pénétration du marché et des coûts de transport élevés. En revanche, il a été pris note que la situation de la chaîne d'approvisionnement, y compris pour les compresseurs, s'était améliorée par rapport à il y a trois ans, mais que les petits et moyens fabricants rencontraient encore des difficultés liées à l'adoption de la technologie et à la conception des différents appareils utilisant des technologies de remplacement pour rester compétitifs sur le marché. Une agence a noté qu'en tant qu'agence, elle était toujours sollicitée par les pays visés à l'article 5 pour se procurer des identifiants pour de nouveaux projets, mais que la production d'identifiants de réfrigérants par le seul fabricant mondial avait été suspendue, puis reprise lentement.

10. Sur la deuxième question, relative aux difficultés techniques et financières rencontrées dans la mise en œuvre des KIP précédemment approuvés en raison du coût plus élevé que prévu de la reconversion dans le secteur de la fabrication et du coût de l'appui en équipement au secteur de l'entretien dans différents pays, les agences ont noté que la mise en œuvre des KIP venait seulement de commencer et qu'elles étaient encore en train de recueillir des informations sur leurs expériences et les difficultés rencontrées, de sorte que les informations étaient encore en cours d'analyse sur les marchés locaux. Toutefois, il a été noté que l'évolution de la situation économique et l'inflation dans les pays avaient augmenté les coûts des équipements et des experts. Les achats n'avaient pas encore commencé pour de nombreux projets et il était encore nécessaire de tester le marché pour connaître les problèmes potentiels de prix. Un organisme a soulevé la question de la manière dont les pays visés à l'article 5 appliquaient un quota sans tenir pleinement compte de la poursuite des importations dans leur pays d'équipements à fort potentiel de réchauffement de la planète (PRP) qui nécessiteraient un entretien. Un organisme bilatéral a noté que bon nombre des mélanges à faible PRP utilisés pour les mises à niveau transitoires n'étaient pas disponibles dans de nombreux pays visés à l'article 5, de sorte qu'il n'y avait pas beaucoup d'options pour réduire leur utilisation de mélanges à PRP plus élevé, une question qui devrait être examinée.

11. Le secrétariat a présenté le point relatif à l'efficacité énergétique en faisant le point sur les projets soumis à ce jour dans ce domaine. Les organismes ont fait le point sur l'état d'avancement de la préparation des projets dans les pays bénéficiaires d'un financement au titre de la phase de préparation et ont pris note des projets qui seraient présentés aux 97^e et 98^e réunions. Le Chef de secrétariat a cité l'exemple du projet de la Malaisie, où les décisions 91/65 et 94/60 avaient été présentées de manière complémentaire, et a suggéré que cette approche soit envisagée pour d'autres projets. Le secrétariat a également précisé qu'en vertu de la décision 94/60, la fabrication de compresseurs était incluse parmi les éléments admissibles au financement. Elle relevait du cadre de la décision 95/87, comme expliqué dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/87.

12. Le secrétariat a également fait le point sur l'élaboration d'un document de synthèse sur le fonds renouvelable, notant que les premières discussions avaient eu lieu et que le document demandé par le Comité exécutif dans sa décision 95/87 était en cours d'élaboration avec la contribution de fonds renouvelables similaires liés à l'efficacité énergétique. Les organismes ont décrit leur expérience en matière de fonds renouvelables et de financement mixte et ont noté qu'il était nécessaire de renforcer leurs capacités dans ce domaine dans le contexte du Fonds multilatéral (MLF).

13. On a décrit les modifications apportées au format de présentation des rapports, tant pour la base de données que pour les sections descriptives du rapport d'activité et financier actuel. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre de la rationalisation du processus d'établissement des rapports conformément à la décision 95/91 d).

14. La responsable principale du suivi et de l'évaluation a présenté une mise à jour de l'état d'avancement du programme de travail de suivi et d'évaluation pour 2025. Elle a fourni des informations actualisées sur la réponse potentielle de la direction à l'évaluation externe de la fonction d'évaluation du Fonds multilatéral, notamment une politique d'évaluation; le mandat d'une étude documentaire visant à

évaluer la contribution des plans d'élimination progressive des HCFC (PGEH) à l'élaboration de réglementations et de stratégies nationales visant à garantir le respect du Protocole de Montréal et la pérennité des résultats obtenus ; et le mandat d'une étude documentaire visant à évaluer les programmes de formation, de renforcement des capacités et de certification dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération au titre des PGEH.

15. Le secrétariat a présenté une mise à jour complète des modules et produits du système de gestion des connaissances (KMS) et de ceux dont le déploiement est prévu en 2025. Afin de réduire au minimum la charge administrative des agences, le secrétariat a adopté une approche agile pour le développement du système, en impliquant activement l'ensemble du personnel du secrétariat et certains collègues sélectionnés parmi les différentes agences d'exécution. Ce processus collaboratif a permis d'assurer l'intégration transparente des processus hors ligne lorsque cela était nécessaire, de continuer à utiliser les outils existants, de maximiser les avantages tant pour les agences que pour le Fonds, et de garantir une approche efficace, pratique et centrée sur l'utilisateur pour la mise en œuvre. Un « portail des agences d'exécution/bilatérales », conçu comme une plateforme centralisée permettant d'accéder à tous les modules du cycle de projet, a été présenté, suivi d'une présentation du module de plan d'activités, du flux de travail prévu pour la soumission des projets et du module de rapport d'avancement annuel. La fonctionnalité hybride hors ligne/en ligne et le flux de travail dynamique, qui offrent une plus grande flexibilité dans le suivi des progrès, ont été mis en avant. Enfin, le secrétariat a présenté le rapport d'achèvement de projet et le module d'évaluation, détaillant le flux de travail associé et l'impact attendu.

16. La réunion s'est conclue par trois derniers points de discussion. Le premier concernait la gestion du cycle de vie des réfrigérants et une brève discussion sur les enseignements tirés jusqu'à présent. Le deuxième point, qui était pour information, portait sur la session d'une demi-journée consacrée aux approches stratégiques de la mise en œuvre de l'amendement de Kigali qui se tiendrait avant la 96e réunion. Le secrétariat a rappelé les sessions précédentes tenues lors des 94e et 95e réunions et a informé les agences qu'il était en train de compiler l'ordre du jour de cette session. Le troisième point était une séance de réflexion sur les activités du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération, qui a porté sur les changements à apporter dans le secteur pour garantir des effets meilleurs et mesurables, la durabilité au-delà de la durée de vie des projets, la souplesse nécessaire pour s'adapter à la dynamique du marché et les nouvelles activités allant au-delà des activités traditionnelles incluses dans les PGEH ou les KIP. Les discussions ont porté sur les expériences acquises dans le cadre de la formation et de la certification des techniciens d'entretien et sur les programmes de récupération, de recyclage et de régénération. Plusieurs idées ont été avancées, notamment la numérisation des services grâce à des applications mobiles et d'autres outils numériques, la maintenance préventive comme outil pour atténuer les émissions, des modèles commerciaux pour les techniciens tels que le modèle « Cooling as a Service » (CaaS), le ciblage des exploitants et des concepteurs de bâtiments, des programmes d'entrepreneuriat, le renforcement de la formalisation de la formation, une meilleure mise en correspondance du secteur, des liens avec les autorités éducatives, ainsi que d'autres idées accompagnées d'exemples de projets mis en œuvre avec succès par des agences.

II. Réunions suivies et missions effectuées

17. Au cours de la période considérée, les représentants du secrétariat ont participé aux événements suivants :

- a) Un responsable principal de la gestion des programmes a participé en ligne, le 12 décembre 2024, à la réunion du réseau pour l'Europe et l'Asie centrale (ECA) sur la mise en œuvre du KIP / Ozone2Climate, qui s'est tenue à Belgrade, en Serbie.
- b) Le Directeur général adjoint a participé en ligne au webinaire sur les projets sensibles au genre dans le domaine du refroidissement, organisé le 12 décembre 2024 par la Coalition pour le climat et l'air pur (CCAC) et Énergie durable pour tous (SEforALL).

- c) Le directeur, un administrateur principal de programme et le chef de l'administration ont rencontré des collègues de la Banque mondiale à Washington D.C. les 4 et 5 février 2025 pour examiner les questions relatives à la mise en œuvre d'un fonds renouvelable pour l'efficacité énergétique dans le contexte de la réduction progressive des HFC. Au cours des discussions, les experts ont fourni des informations sur les principales mesures à prendre pour mettre en œuvre le fonds renouvelable au niveau national, notamment la participation des institutions financières nationales et d'autres entités. Ils ont également partagé des études de cas de différents pays.
- d) Le Directeur général et un responsable principal de la gestion des programmes ont participé à l'atelier régional sur la disponibilité des technologies de climatisation dans les pays à température ambiante élevée, qui s'est tenu à Manama (Bahreïn) les 16 et 17 février 2025. Le chef de bureau a également rencontré des hauts responsables du gouvernement de Bahreïn pour discuter de la mise en œuvre des KIP dans la région. En outre, des consultations bilatérales ont été organisées avec les agences d'exécution concernant la soumission des KIP et la présentation de projets d'efficacité énergétique.
- e) Un administrateur principal de programme a participé en ligne, le 21 avril 2025, à la réunion du réseau des responsables nationaux de l'ozone pour l'Asie du Sud-Est intitulée « Options pour des solutions de remplacement des HCFC/HFC techniquement et commercialement viables, à faible PRP et efficaces sur le plan énergétique », qui s'est tenue à Penang (Malaisie) ; et
- f) Le directeur et un responsable principal de la gestion des programmes ont participé en ligne à la réunion du réseau des responsables nationaux de l'ozone des pays insulaires du Pacifique, qui s'est tenue à Nuku'alofa (Tonga) le 5 mai 2025.

III. Système de gestion des connaissances

18. La mise en place du système de gestion des connaissances progresse, et l'équipe de gestion du projet collabore étroitement avec les équipes de conception et de développement afin de respecter le calendrier prévu. Parallèlement, le secrétariat s'emploie activement à lancer la mise au point des produits de la Phase 3, à savoir les modules relatifs au plan d'activités, à la soumission des projets, à l'établissement de rapports périodiques et au rapport d'achèvement de projet. Les besoins des utilisateurs ont été recensés pour tous les modules et la mise au point des modules relatifs au plan d'activités et à la soumission des projets a déjà commencé. La phase 3 sera axée sur l'élargissement des fonctionnalités du système de rapports en ligne et de l'interface de programmation d'applications (API). Un rapport périodique détaillé sur l'élaboration du système de gestion des connaissances figure à l'annexe I au présent document.

19. À la suite de la décision 95/5 b) i) du Comité exécutif allouant des ressources supplémentaires au système de gestion des connaissances, le secrétariat a lancé un appel d'offres pour la mise en œuvre de la phase 3 et la maintenance du système pour 2026 et 2027. Il était essentiel de finaliser rapidement l'accord contractuel afin d'atténuer les risques liés à l'arrêt du développement ou à la perturbation des modules existants ou prévus. En collaboration avec la Section des achats de l'UNON, le secrétariat a finalisé avec succès un contrat avec les développeurs actuels, qui a été prolongé jusqu'au 26 novembre 2027. Cela garantit la poursuite de la mise en œuvre du système de gestion des connaissances sans aucune interruption liée aux achats depuis sa création.

20. Le secrétariat, avec l'appui du Programme d'aide à la conformité du PNUE, a organisé six webinaires à l'intention des responsables de l'ozone sur la soumission des données relatives aux PP dans le cadre du nouveau système de rapport en ligne sur les données relatives aux PP mis en place en janvier 2025. Ces webinaires ont eu lieu entre le 5 février et le 20 mars 2025 pour l'Europe et l'Asie occidentale, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, les pays africains anglophones, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique

centrale et les pays africains francophones. Les participants ont été initiés au système et ont reçu des conseils pour se familiariser avec les caractéristiques du système d'établissement de rapports et de soumission des données. D'autres sessions seront organisées tout au long de l'année 2025.

III.1 Communication et site web

21. Depuis février 2025, des articles sur les succès des PGEH dans les pays visés à l'article 5 dans différentes régions sont publiés chaque mois⁷. Un document faisant référence au cadre de responsabilité et d'intégrité des Nations Unies/PNUE a été inclus dans la section « Ressources » du site web.

IV. Questions administratives

IV.1 Recrutement et dotation en personnel

22. Le processus de sélection pour le poste d'assistant à la gestion de programme (G-6) a été finalisé avec la sélection de Mme Kaleen McNamara, qui prendra ses fonctions le 4 février 2025.

23. Le processus de reclassement du poste d'administrateur associé (P-2) a été amorcé par l'intermédiaire de l'UNON et le poste sera publié dès que le processus sera achevé.

24. Le processus de recrutement et les arrangements contractuels pour un consultant chargé de l'appui à l'efficacité énergétique, un consultant chargé d'examiner les avantages climatiques des projets de réduction progressive des HFC, un consultant pour la session d'une demi-journée précédant la réunion du Comité exécutif, un contractant individuel chargé d'appuyer l'équipe d'examen du projet à titre d'assistant général, un contractant individuel chargé d'appuyer le suivi et l'évaluation, un contractant individuel chargé d'appuyer la révision et la relecture des documents et deux contractants individuels chargés d'appuyer la coordination de la traduction ont été achevés.

IV.2 Développement et formation du personnel

25. Le personnel du secrétariat a suivi les cours de formation en ligne obligatoires des Nations Unies. Un membre du personnel a achevé le programme en ligne sur le leadership, les femmes et les Nations Unies, animé par l'École des cadres du système des Nations Unies. Deux membres du personnel ont suivi une formation sur l'analyse des données dans le cadre du projet Umoja.

V. Coopération avec les agences d'exécution du Fonds multilatéral et d'autres organisations

26. Conformément à la décision 79/1 b), le secrétariat a inclus à l'annexe II du présent document un aperçu complet de l'état des discussions avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les autres organisations compétentes.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

27. Un responsable principal de la gestion des programmes a participé et apporté sa contribution à une réunion de réflexion en ligne, tenue le 27 février 2025, sur les mesures que le PNUE pourrait prendre pour aider les pays à lutter contre le déversement d'équipements de réfrigération et de climatisation, notamment l'appui de la Coalition pour un climat propre et une atmosphère propre visant à réduire les polluants à vie courte (CCAC) pour mener une étude de marché sur la R&C afin de recueillir des données sur le déversement environnemental et d'encourager les mesures nationales visant à accroître la disponibilité des

⁷ Brésil, Kirghizistan, Maldives et Namibie

technologies de R&C et à mettre fin au déversement de technologies de refroidissement à réfrigérants inefficaces et à PRP élevé.

Secrétariat de l'Ozone

28. Le secrétariat collabore avec le secrétariat de l'ozone, en application de la décision XXXVI/9, au renforcement des institutions du Protocole de Montréal. À la suite de l'autorisation accordée au secrétariat de l'Ozone d'extraire des informations sur les systèmes d'octroi de licences des Parties visées à l'article 5, le secrétariat communique au secrétariat de l'Ozone les parties pertinentes des rapports de vérification/propositions de projet à des fins d'analyse.

29. À la demande du secrétariat de l'Ozone, en mars 2025, le secrétariat a formulé des remarques sur un projet d'analyse de la relation entre les zones de libre-échange, les opérations de transit et de transbordement et les AME, que le secrétariat de l'Ozone prévoit de publier dans le cadre de sa collaboration avec d'autres secrétariats d'AME sur l'engagement douanier, le commerce illégal et l'application des mesures douanières au titre de l'Initiative pour des douanes vertes.

Secrétariat de la Convention sur les zones humides

30. Le secrétariat a répondu à une demande du secrétariat de la Convention sur les zones humides, en mars 2025, visant à recueillir des informations sur la gouvernance et les moyens d'améliorer les procédures d'élaboration des politiques dans des circonstances exceptionnelles, telles qu'une pandémie qui rend difficiles, voire impossibles les réunions présentiels.

Centre Schmidt pour la science des données et l'environnement, Université de Californie, Berkeley

31. Le secrétariat a continué à collaborer avec le Centre Schmidt pour la science des données et l'environnement, et à perfectionner l'outil d'évaluation de la consommation de HFC, d'analyse des tendances et d'évaluation de l'impact de différentes mesures d'intervention sur les projections de la consommation de HFC. Deux pays ont été sélectionnés pour poursuivre les discussions sur l'utilisation de cet outil pour l'évaluation de la consommation de HFC. En février 2025, les experts techniques du Centre Schmidt pour la science des données et l'environnement ont fourni des conseils aux représentants de ces pays lors d'une réunion en ligne et ont mis l'outil à leur disposition via un lien Internet afin qu'ils puissent l'utiliser et faire part de leurs commentaires. L'un des pays a fourni des commentaires initiaux, qui ont été utilisés par les experts techniques pour intégrer de manière appropriée ces contributions dans l'outil. Une manifestation parallèle est prévue en marge de la 47^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée, au cours de laquelle l'outil d'évaluation de la consommation de HFC sera présenté et des commentaires seront recueillis. Une fois achevé, le produit final sera présenté au Comité exécutif.

Annexe I

RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA CRÉATION D'UN SYSTÈME DE GESTION DES CONNAISSANCES (décision 91/69)

Introduction

1. Le Comité exécutif a approuvé la création d'un nouveau système de gestion des connaissances (décision 91/69) et a prié le secrétariat (paragraphe c)) de lui rendre compte de l'état d'avancement de sa mise en œuvre jusqu'à l'achèvement des phases 1 et 2, comme indiqué dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70. À sa 95^e réunion, le Comité exécutif a pris note des progrès accomplis et approuvé le financement de la phase 3 du système de gestion des connaissances concernant le « portail des organismes et autres améliorations ». Le présent rapport périodique fait le point sur l'état d'avancement de tous les produits qui devaient être livrés dans le cadre de la phase 1 : « base de données principale et site web remanié » ; phase 2 : « produits de base » ; ainsi que les progrès déjà accomplis dans le cadre de la phase 3.

2. À la 95^e réunion, un produit de base de la phase 2, le « système en ligne d'établissement de rapports sur les données des programmes de pays (PP) », a été lancé et est officiellement utilisé pour l'établissement des rapports sur les données de 2024 depuis le 1^{er} janvier 2025. Compte tenu du succès de la formation sur les données relatives aux PP organisée par le secrétariat lors de la treizième réunion de la Conférence des Parties et de la trente-sixième réunion des Parties, six sessions ont été organisées au niveau régional avec les pays visés à l'article 5 de toutes les régions, ce qui a permis à 38 pays de présenter leurs données avec succès au 25 avril 2025. Les sessions de formation ont été jugées positives et la convivialité du système a été appréciée. À la même réunion, un aperçu du concept des tableaux de bord a été présenté au Comité, certains des tableaux de bord réels ayant été présentés à la 96^e réunion et mis en service dans les semaines qui ont suivi.

État d'avancement des phases 1 et 2

3. Les tableaux 1 et 2 résument l'état d'avancement de chaque tâche de la phase 1, décrite dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70. La plupart des tâches sont achevées, la principale étant la migration de tous les ensembles de données de 1991 vers une base de données principale unique. Pour toutes les tâches dont le pourcentage indiqué ci-dessous est inférieur à 100 %, cela est dû à la poursuite de petites adaptations, à l'affinement des ensembles de données, à la validation des données, à la correction de bogues et à d'autres corrections en cours. Pour le tableau 2, une explication détaillée de l'état d'avancement des tâches encore en cours est présentée au paragraphe 4.

Tableau 1 : État d'avancement de la phase 1

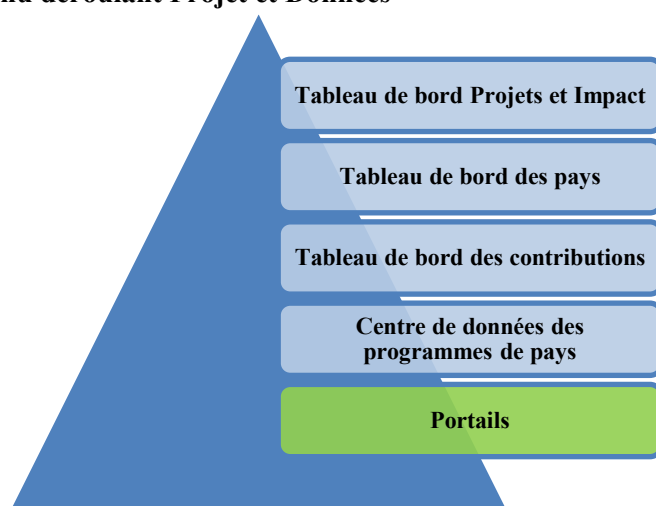
Tâches		Changement de priorité	Taux d'achèvement (%) – 95^e réunion	Taux d'achèvement (%) – 96^e réunion	Remarques
1.1	Définir et hiérarchiser les exigences détaillées des utilisateurs (fonctionnelles et non fonctionnelles).	Oui	70	95	La mise en correspondance et la documentation des processus opérationnels et des flux de travail en aval ont été réalisées. Les parties prenantes ont été associées à la finalisation des spécifications de tous les modules clés du portail de soumission et d'établissement de rapports en ligne.
1.2	Processus utilisateurs (et conseils sur la gouvernance, l'administration et la gestion des données)	Oui	30	50	En raison des complications liées à la migration des données, cette activité a été reportée à la phase 3.
1.3	Identifier la technologie et les adaptations nécessaires pour le Fonds multilatéral.	Non	90	90	Cet élément dépend des éléments 1.1 et 1.2 et peut nécessiter quelques personnalisations supplémentaires.
1.4	Mise en correspondance des anciennes structures de données avec les nouvelles	Oui	100	100	Achevé.
1.5	Unifier les bases de données dans une nouvelle base de données principale (migration)	Non	95	95	La réalisation de ce livrable dépend des livrables 1.1 et 1.2 et pourrait entraîner des modifications mineures de la structure de la base de données.
1.6	Mise en œuvre d'une nouvelle technologie - configuration (proxy, évaluation de la sécurité, nouveau codage)	Non	90	90	Cet élément dépend de la version 1.3 et peut entraîner des modifications mineures au niveau des requêtes de références croisées, des analyses et des filtres, ce qui peut avoir un impact sur la configuration.
1.7	Site Web remanié (y compris la conception de l'interface utilisateur)	Non	98	99	Le site web a été finalisé et lancé. La page « Écologisation de nos opérations » est toujours en cours d'élaboration. Cet élément sera achevé lorsque le point 1.8 aura été mené à bien. Conformément aux pratiques habituelles en matière de développement de logiciels, il est normal que de petites corrections/améliorations continuent à être apportées en 2025. En raison de sa complexité et de son interdépendance avec la migration des données, l'onglet « PROJETS ET DONNÉES » du site web est devenu un produit à part entière et est transféré aux phases 2 et 3.
1.8	Essais et réception	Oui	100	100	Les essais sont terminés. Les sessions de formation à la gestion du contenu destinées au secrétariat ont eu lieu en septembre.

Tableau 2: État d'avancement de la phase 2

Tâches		Changement de priorité	Taux d'achèvement (%) – 95^e réunion	Taux d'achèvement (%) – 96^e réunion	Remarques
2.1	Établissement de rapports en ligne sur les données relatives aux PP (sous l'onglet « PROJETS ET DONNÉES » du site web)	Yes	100	100	Le système en ligne de communication des données relatives aux PP a été lancé à la 95 ^e réunion. Les pays ont commencé à établir leurs rapports à l'aide du nouveau système le 1 ^{er} janvier 2025. Le Secrétariat continuera d'aider les pays à l'utiliser.
2.2	Établissement en ligne des rapports d'achèvement de projet	No	10	25	De nouveaux formulaires ont été approuvés à la 94 ^e réunion. Les besoins des utilisateurs ont été déterminés de manière finale et l'élaboration a commencé.
2.3	Portail des réunions	Yes	100	100	Achevé. Les essais et la vérification de tous les documents de réunion transférés sont en cours.
2.4	Profils des pays / tableau de bord (situé sous l'onglet « PROJETS ET DONNÉES » du site web)	No	30	30	La spécification du profil/tableau de bord des pays est achevée. La mise en œuvre n'a pas encore commencé.
2.5	« Manuel » / Système électronique de gestion des documents - QuiriO3	Yes	100	100	Achevé. L'examen et l'amélioration du balisage se poursuivent afin d'améliorer la fonctionnalité du moteur de recherche.
2.6 & 2.6a	La section 2.6 a été révisée et renommée « Hub de données du Fonds Multilatéral ». Tous les tableaux de bord se trouveront désormais sous l'onglet « PROJETS ET DONNÉES » du site web.	No	30	50	Pour une description détaillée de ce que sera le centre de données du FML, voir les paragraphes 4 et 5. Les spécifications de tous les tableaux de bord ont été achevées. Le tableau de bord « Contributions » est mis en œuvre. Le tableau de bord « Contributions » ainsi que le centre de données sur les PP seront présentés lors de la 96 ^e réunion et lancés peu de temps après.
2.7	Le projet pilote pour l'examen des projets informatiques a été renommé « Soumission de projet » et couvre tous les types de projets.	Yes	10	30	Ce produit de base a été combiné avec le « portail des agences » pour la phase 3 afin d'éviter les doubles emplois en termes de conception et de flux de travail globaux, et fait désormais partie de la soumission en ligne des projets. Le portail de l'Agence est conçu pour inclure l'ensemble du flux de travail, depuis la soumission d'une proposition de projet dans le plan d'activités jusqu'à la soumission du projet, l'examen en ligne et l'établissement de rapports en ligne.
2.8	Essais et réception	No	100	100	Les spécifications relatives à la soumission en ligne des projets ont été définies et leur élaboration a commencé au deuxième trimestre 2025.

4. L'onglet « PROJETS ET DONNÉES » du site web comprendra les produits/tableaux de bord suivants, comme indiqué dans la figure 1 :
- a) Tableau de bord Projets et impact – la mise en œuvre n'a pas encore commencé.
 - b) Tableau de bord des pays - la mise en œuvre n'a pas encore commencé
 - c) Tableau de bord des contributions – achevé mais non lancé
 - d) Centre de données sur les programmes nationaux – achevé mais non lancé
 - e) Portails – qui inclut :
 - i) Portail des agences d'exécution/bilatérales (AE/AB) – en cours d'élaboration
 - ii) Système d'établissement de rapports au titre des programmes de pays – achevé et lancé
 - iii) Portail du trésorier – achevé (voir également tableau 3).

Figure 1: Menu déroulant Projet et Données



Développement supplémentaire et activités de Phase 3

5. La nature étroitement interdépendante des phases 1, 2 et 3, ainsi que des activités imprévues, ont conduit au lancement, au cours des phases 1 et 2, de certaines tâches initialement prévues pour la phase 3. Ce chevauchement est courant dans le domaine du développement de logiciels, où l'évolution des priorités nécessite souvent des ajustements au fur et à mesure de l'avancement du projet. La phase 3, qui est en cours, sera la phase finale et permettra d'achever toutes les tâches en suspens des phases 1 et 2. Cette phase permettra également de traiter les questions restantes et de les résoudre afin de s'assurer que rien n'est laissé en suspens des phases précédentes. En outre, elle comprendra l'achèvement de toutes les activités imprévues qui ont émergé au cours du projet, garantissant ainsi que tous les éléments sont clôturés avec succès. Le tableau 3 résume l'état d'avancement des activités de la phase 3.

Tableau 3: Avancement des activités de phase 3

Tâches		Taux d'achèvement (%) – 95^e réunion	Taux d'achèvement (%) – 96^e réunion	Remarques
3.1	Module Trésorier dans le tableau de bord des contributions	80	95	Le secrétariat a profité de l'occasion pour rationaliser les fonctions du trésorier grâce à l'élaboration d'un tableau de bord des contributions. Celui-ci comprend des modules sur le barème des contributions, l'état des contributions, l'état des fonds et d'autres attributs et outils tels que les données sur les gains ou les pertes du FERM et un répertoire des factures et des paiements.
3.2	Module Rapport périodique	10	25	Les exigences relatives au module de rapport périodique annuel sont satisfaites et son élaboration est prévue pour le troisième trimestre de 2025.
3.3	Module Plan d'activités	50	90	Le développement du module du plan d'activités est en phase de test et devrait être finalisé au troisième trimestre 2025.
3.4	Portail des agences d'exécution et des agences bilatérales	S/O	25	Combiné et présenté aux points 2.2, 2.7, 3.2 et 3.3. L'établissement de rapports périodiques se poursuivra pour les points ci-dessus.
3.5	API	20	30	Des API sont désormais utilisées pour les tableaux de bord ; tous les modules continuent à bénéficier d'un développement API dédié pour l'amélioration et l'analyse des données.
3.6	Documentation, formation, tutoriels et corrections de bogues	15	25	Appui au cycle de développement des logiciels. L'hébergement et la gestion de l'infrastructure sont couverts dans ce point.

Remarques finales

7. Le système de gestion des connaissances progresse régulièrement, et de nombreux produits de base avancent comme prévu. Le projet respecte le calendrier et des étapes importantes ont été franchies. Les efforts déployés au cours des derniers mois, après la 95^e réunion, ont porté principalement sur la finalisation du centre de données sur les PP et du tableau de bord des contributions, qui seront présentés à la 96^e réunion et lancés peu après.

8. Les exigences des utilisateurs pour le module de plan d'activités (BP), le module de soumission de projet, le module de rapport périodique et le module de rapport d'achèvement de projet, qui font partie du portail des AE / AB, ont été finalisées. Le développement a déjà commencé et le module BP devrait être finalisé au début du troisième trimestre de 2025.

9. Comme indiqué précédemment, les phases se sont parfaitement alignées pour former le cycle complet de développement du KMS. Le Secrétariat reste déterminé à faire progresser le système et à présenter de nouvelles améliorations lors de la 97^e réunion. Il s'agira notamment de finaliser les activités couvertes par le portail des AB / AE et d'intégrer toutes les API nécessaires pour automatiser le transfert de données entre le portail et les tableaux de bord, qui passeront du stade de maquettes à celui de produits fonctionnels. À la fin de la phase 3, le SMK permettra de soutenir pleinement l'établissement de rapports en ligne et l'accès aux données entre les différentes fonctions, renforçant ainsi la transparence et la responsabilité.

Annex II

ADVICE AND/OR INFORMATION PROVIDED BY THE SECRETARIAT OF THE MULTILATERAL FUND TO NON-MONTREAL PROTOCOL BODIES

*Note: New information is in **bold** fonts*

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Adaption Fund	
Explanation of Multilateral Fund policies on interest earned. The information provided by the Secretariat can be found in document AFB/EFC.18/10 of the 18 th meeting of the Ethics and Finance Committee at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/03/AFB-EFC-18.10-Investment-income-doc.pdf .	76
Arab Forum for Environment and Development	
An article on the Multilateral Fund's experience in the Arab region for the 2018 Report of the Arab Forum for Environment and Development.	81
Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)	
The General Counsel and the Director General of the Operational Partnership Department visited the Secretariat to discuss about opportunities for collaboration. AIIB is a multilateral development bank established after the UNFCCC Paris Agreement and UN SDGs, whose core mission is to finance sustainable infrastructure.	92
Birmingham Energy Institute, University of Birmingham	
At the invitation of the "informal advisory group for the virtual model", the Secretariat participated as an observer in a webinar on the virtual model for cold chain that is under development by the University of Birmingham, where discussions were held by technical and policy experts.	95
Center for Climate and Energy Solutions (formerly, Pew Center on Climate Change)	
Documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/54 & Add.1; text of decisions 37/62 and 38/63; Guidelines on funding of technology not in the public domain (Annex XIV of UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70/rev.1); Observations on technology transfer license fees and royalties for different types of projects (liquid carbon dioxide, metered-dose inhalers, tobacco fluffing, HFC-32 for the refrigeration sector, supercritical CO ₂ , the HCFC production sector).	75
Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-Lived Climate Pollutants (CCAC)	
The Secretariat provided relevant information of the Multilateral Fund relating to cooling initiatives and programmes.	88
Presentation on the Overview of Multilateral Fund support for implementation of the Kigali Amendment in the context of the Kigali Workstream Discussion.	86
Informal consultations with the CCAC Secretariat on a new initiative on efficient cooling that had been provisionally approved by the CCAC working group to help build high-level leadership and facilitate collaboration among stakeholders with a view to fostering enhanced energy efficiency in the cooling sector while countries implement the phase-down of HFC refrigerants under the Montreal Protocol.	83

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40). Briefing on Multilateral Fund-financed surveys of ODS alternatives; possible opportunities for CCAC in Countries with Economies in Transition (CEIT); lessons learned from the Multilateral Fund that might be applicable to the technical review process and funding cycle of CCAC projects.	75
Document 72/40, Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (decision 71/51(a)), which summarizes the results of Multilateral Fund HCFC demonstration projects approved so far.	74
Climate Technology Centre and Network	
Presentation on capacity building under the Multilateral Fund as resource material for the Sixth meeting of the Advisory Board. General information on the Multilateral Fund and background documents.	75
Cool Coalition Working Group	
The Secretariat participated in the consultations relating to the report on a Global Cooling Stocktake, prepared by the Cool Coalition. The Secretariat also provided comments on the draft report that covered different aspects relating to the adoption of HFC-free technologies, Montreal Protocol related activities and financing of sustainable cooling.	93
The Secretariat was invited by the Cool Coalition to join its National Cooling Action Plan (NCAP) working group that would support countries in developing NCAPs through capacity building of relevant partners and exchanging information by creating a knowledge repository of completed NCAPs. The Secretariat would participate in on-line meetings and consultations of the working group and provide inputs relating to NCAP development.	92
European Union / European Parliament	
During the 25 th MOP, the Chief Officer received a request from the European Parliament to have a bilateral discussion on issues related to the Multilateral Fund including the resources needed for the replenishment of the Multilateral Fund and proposals for additional contributions to fund climate benefits. Accordingly, the Chief Officer provided the two representatives of the European Parliament with a short briefing explaining the operation of the Multilateral Fund.	71
German Ministry for Economic Cooperation and Development	
Information on the achievements of the Multilateral Fund and a summary of approved projects implemented by Germany as a bilateral agency.	77
Global Environment Facility (GEF), Green Climate Fund (GCF), Regional Development Banks	
The Secretariat shared information on the discussions held during the 92 nd Executive Committee meeting on energy efficiency with the GEF, the GCF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank in June 2023.	93
The Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 93 rd Executive Committee meeting on energy efficiency, and relating to the Executive Committee decision on the operational framework on energy efficiency, and projects approved in the 93 rd meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	94

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
In July 2024 the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 94 th Executive Committee meeting on energy efficiency, relating to decision 94/60 adopted by the Executive Committee on a funding window for projects developed and implemented under the operational framework on energy efficiency, and on projects approved in the 94 th meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	95
Global Environment Facility (GEF)	
Review of one project: HFC project in Tajikistan	93
Consultations were held with GEF senior environmental specialists on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
The Secretariat participated in the workshop on “Delivering Multiple Global Environmental Benefits through the Sound Management of Chemicals and Waste”, organized by the Scientific and Technical Advisory Panel and was called on during discussion on identified linkages, especially regarding ozone depletion.	86
Comments on interventions relating to enabling activities, institutional strengthening and support for ratification of the Kigali Amendment in the countries with economies in transition and review of one plan for Tajikistan.	86
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of GEF on possibilities for further collaboration on energy-efficiency matters.	85
Review of one project: Energy efficiency (EE) for air-conditioners in buildings for India.	84
Review of one project: Accelerating Adoption of Sustainable Thermal Comfort: Transition towards Energy Efficient and Climate Resilient Cities in India.	82
Review of four projects: Completion of the phase-out of HCFC consumption with the support of low-GWP technologies in Belarus, GEF project ID 6046; Kazakhstan, HCFC Phase-out in Kazakhstan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF project ID 6090; Complete HCFC phase-out in Tajikistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6030; Complete HCFC Phase-out in Uzbekistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6003.	80
Review of the project on the introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan (GEF project ID 9184).	76
Comments on the proposal for a methyl bromide project for Kazakhstan (GEF funding); Provided ideas on the use of funds under GEF 6 for ODS phase-out in non-Article 5 CEIT countries. Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol.	75
Review of a project (Introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan) against the Multilateral Fund’s policies and guidelines.	72
The Secretariat received an invitation to attend the 45 th GEF Council Meeting that would be held from 5 to 7 November 2013. In a further invitation letter to the new Chief Officer, the CEO and Chairperson of the GEF welcomed a renewal of the past cooperation in providing assistance to parties to meet their obligations under the Montreal Protocol and a renewal of historic ties. In response, the Chief Officer informed the CEO that the Fund Secretariat would not be able to attend the Council Meeting due to preparations for the 71 st meeting; however, he advised the CEO that he looked forward to meeting her with a view to strengthening the relationship with the GEF Secretariat.	71

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Secretariat participated in a meeting of the GEF Chemicals and Waste Technical Advisory Group (TAG) to provide feedback on the draft focal area strategy for chemicals and wastes to guide the sixth replenishment of the GEF (GEF-6). The draft strategy included the Montreal-Protocol-related activities of the GEF.	69
Since the 67 th meeting there has been an interchange of correspondence with the Chief Executive Officer of the GEF on issues related to cooperation between the two funding mechanisms. Consideration has been given to the possibility of issuing a joint Multilateral Fund/GEF publication on the implementation of the Montreal Protocol over the last 25 years.	68
Government of France	
The Chief Officer and the Senior Fund Management and Administrative Officer participated in the semi-public presentation on recommendations related to the retrospective evaluation on the French contribution to the Multilateral Fund.	88
The Chief Officer participated in an interview on retrospective evaluation proposal on the French contribution to the Fund Secretariat and provided additional information as requested	86/87
Courtesy visit to the Ministry for the Economy and Finances of France. Issues discussed included <i>inter alia</i> bilateral co-operation by the Government of France, and the replenishment of the Multilateral Fund for the 2021-2023 triennium.	83
Information on the modalities for additional contributions to the Multilateral Fund.	77
Green Climate Fund (GCF)	
Discussions with Mr. Yannick Glemarec, Executive Director and the GCF team on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase down, in December 2022.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of the GCF on possibilities for further collaboration, as the consultative meeting on development of GCF energy efficiency sectoral guidance scheduled for 27-28 February 2020 was cancelled due to COVID-19.	85
A representative of the GCF visited the Secretariat and held a number of meetings with the Secretariat staff that provided an opportunity for an exchange of information on how both funds operate and possibilities for further collaboration.	84
Informal discussions between the Chief Officer and the Deputy Executive Secretary of the GCF on matters of interests to both Funds, in the margins of the fourth session of the United Nations Environment Assembly.	83
Meeting documents related the modalities for reporting the administrative costs of implementing agencies including the following documents: UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67, UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/52 and, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43	81
Conference call to provide information on the Multilateral Fund practices regarding concessional lending and incremental costs.	80
Provided link to documents relevant to the Technology and Economic Assessment Panel, Scientific Assessment Panel, and the Environmental Effects Assessment Panel on the Ozone Secretariat's website, and also an introduction to the Ozone Secretariat's Communications Officer. Documents were provided, including: the Executive Committee Primer; Multilateral Fund policy, procedures, guidelines and criteria; the presentation entitled "The Multilateral Fund: Governance, Business Model, Accomplishments, Challenges"; examples of pre-session documents for business planning, project proposals; monitoring and evaluation work programme and project completion reports; business plan templates; progress reporting guidelines; reports of the two evaluations on institutional strengthening; and the monitoring and evaluation work programme.	77

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Fund Secretariat's experience in establishing legal arrangements with implementing entities and establishing a progress reporting system for the Multilateral Fund.	76
Information on performance indicators developed for the Multilateral Fund; Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol; Information on the Multilateral Fund's monitoring and accounting framework including Chapter XI of the Multilateral Fund policies, procedures, guidelines and criteria (monitoring and evaluation); Presentation on capacity building under the Multilateral Fund.	75
Presentation on the Multilateral Fund and a sample of key documents including Secretariat activities, status of the Fund, consolidated business plans and progress reports, a sample of project proposals and policy papers. Further details and discussions on the Multilateral Fund.	74
Overview of the objectives and operation of the Multilateral Fund, including its project review process, policy development, meeting process, and implementation of Executive Committee decisions.	72
The Interim Secretariat of the GCF wrote to the Multilateral Fund on 24 September 2013 with an invitation to attend the 5 th meeting of the Board of the GCF as an observer, although the letter noted that observer status for the Multilateral Fund had not yet been approved. The Fund Secretariat could not attend the Board meeting, which took place from 8 to 10 October, due to preparations for the 71 st meeting. A further letter of 21 October 2013 informed the Fund Secretariat that the next Board meeting would take place in Indonesia from 19 to 21 February 2014, indicated that observer status for the Multilateral Fund had been approved by an amendment to decision B.04/15, and also requested the Fund Secretariat to nominate a contact person.	71
Grenoble School of Management	
Information on the policies and procedures of the Multilateral Fund and the process of project approval for a study on technology learning curves.	80
Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)	
Information on practices regarding financial support to meeting participants/delegates.	75
International Energy Agency (IEA)	
The Secretariat and the Executive Secretary of the Ozone Secretariat met with a representative of the IEA. The Secretariat explained the work on energy efficiency in the context of the Kigali Amendment. The representative of the IEA indicated that his organization had undertaken a compilation of policies and standards on energy efficiency in different countries and made it available to the Secretariat. The representative also shared a report on cooling prepared by the IEA.	83
Joint Inspection Unit of the United Nations	
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of environmentally sustainable policies and practices across organizations of the United Nations system.	86
An updated summary of the information on technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund, which had previously been provided in February 2015. Further clarifications were provided on 20 October and 7 November 2016.	77
Comments on the draft document "Review of Activities and Resources Devoted to Address Climate Change in the United Nations System Organizations"; Substantive information including a summary of technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund and comprehensive information on Multilateral Fund projects approved for each country.	74
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of activities and resources devoted to address climate change.	73

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Comments and factual corrections to information on the Multilateral Fund in the report “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system”.	72
With regard to the 2013 evaluation/review entitled “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system, the Secretariat provided the Joint Inspection Unit with information about the Fund’s structure, funding levels, number and characteristics of meetings, meeting participants, project approval process, support costs, Secretariat personnel levels, history of approvals from 2006-2013, implementation modalities, compliance, governance framework, strategic planning, synergies and coordination with other MEAs, scientific assessments, advocacy and outreach, administration, gender distribution and geographical balance of the Executive Committee and Secretariat.	70
Kigali Cooling Efficiency Program (K-CEP)	
Participation in the webinar on 28 January 2020 on the Nationally Determined Contributions (NDC) Support Facility for Efficient, Climate-Friendly Cooling (NDC Support Facility) – a new initiative that provides funding and guidance to entities that support countries in integrating cooling solutions into the next round of their NDCs. Upon a request by the Secretariat for clarification on whether the project proposals submitted would include safeguards to avoid uptake of energy-efficient cooling applications based on high-GWP refrigerants; K-CEP assured that low-GWP technologies would be promoted through the NDC Support Facility.	85
Upon a request to provide feedback to ITAD Ltd., an organisation that has been commissioned to help develop a better understanding of K-CEP role in promoting energy efficiency in the cooling sector, the Secretariat had a conference call with an ITAD staff member informing on the input provided by the Secretariat to K-CEP in the initial phase of its establishment and its understanding of the linkage of K-CEP’s activities with the Montreal Protocol project activities, particularly relating to HFC phase-down projects.	84
Continued informal sharing of experience of the Multilateral Fund.	80
The Director and one other representative of K-CEP, responsible for coordinating the work of 19 philanthropic foundations on matters related to energy-efficiency and cooling with regard to implementation of the Kigali Amendment, visited the Secretariat on 26 January 2017 to learn more about the Multilateral Fund. K-CEP aims to allocate approximately US \$53 million from philanthropic foundations by the end of 2017 for targeted support through country programmes in a small number of countries and more general support to over 100 countries to improve energy efficiency. Information provided included the Executive Committee Primer; a presentation that summarizes how the Multilateral Fund operates; Guidelines for submitting progress and financial reporting; Guide for preparation of project proposals; the templates for project completion reports; and document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/51 on the Review of institutional strengthening and the associated decision 74/51.	78
Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL)	
The Secretariat provided comments on a draft report on opportunities and risks of efficiency improvement and refrigerant transition in room air-conditioning.	80
The Secretariat held a three-day consultative meeting with personnel at the Lawrence Berkeley National Laboratory in San Francisco, United States, to discuss issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down. The meeting included representatives of the Secretariat, LBNL staff handling refrigeration, air-conditioning and heat pump equipment technologies, testing standards and practice, along with the Clean Cooling Collaborative personnel.	95
Natural Resources Defense Council	
Multilateral Fund Climate Impact Indicator (MCII) including the tool (Excel file), the manual (PDF) and an explanation of the tool (Word file).	81

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Minamata Convention on Mercury	
In July 2013, the Secretariat received an invitation from the Government of Japan to attend the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Minamata Convention on Mercury, held from 9 to 11 October 2013 in Kumamoto and Minamata, Japan. However, the Secretariat was unable to attend.	71
Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN)	
In accordance with decision 91/1, the Secretariat sent a letter from the Chair of the Executive Committee, on behalf of the Committee, to the MOPAN Secretariat, enclosing the management response of the Executive Committee on the 2019 MOPAN Assessment of the Multilateral Fund, contained in Annex I to the report of the 91 st meeting.	92
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.2 on the recommendations of the assessment report.	88
Following receipt of the assessment report of the Multilateral Fund, a virtual meeting is being organized for the MOPAN Secretariat to present the report to the Executive Committee and a bilateral discussion is scheduled between the two Secretariats on the assessment of the Multilateral Fund, the methodology used and potential flexibility of adapting it to the type of organization to be assessed in future.	86
The Secretariat reviewed the draft assessment report and made factual corrections and provided comments on it. Follow-up communication took place between the two Secretariats with regard to the timeline for the final report and possible ways of sharing key findings with the Executive Committee.	86
The Secretariat provided additional information and clarifications on matters related to the Multilateral Fund to the consultant responsible for the assessment of the Multilateral Fund by MOPAN. The Secretariat had further discussions with MOPAN Secretariat, which indicated that the draft assessment report was in its last stage of preparation and would be submitted to the Secretariat to review it before it is submitted to Member Governments.	85
The representatives of the Secretariat of MOAP and of the service provider that carries out the assessment, visited the Secretariat. The Chief Officer made a presentation on the Multilateral Fund, including its governance, business model and accomplishments. The representatives of MOPAN had a number of meetings with the Secretariat staff. The Secretariat was also informed about the meetings that the evaluators organized with all four implementing agencies of the Fund. The Secretariat provided the contact data of members of the Executive Committee, some of whom would be contacted to provide input to the assessment exercise.	84
The Secretariat attended a meeting at the Secretariat of MOPAN, where an introduction of the Fund was made. Discussions were held on <i>inter alia</i> the scope of the assessment to the stakeholders involved; major differences between the Multilateral Fund and other organizations being assessed, which would lead to a tailored assessment to ensure fairness; the schedule for an inception visit to the Fund Secretariat, and the possible need for the assessment team to attend an Executive Committee.	83
Letter received from MOPAN Secretariat informing that MOPAN's Steering Committee took the decision to assess the Multilateral Fund in its next assessment cycle.	82
Schmidt Center for Data Science and Environment, University of California, Berkeley	
Two countries were identified for further discussions on their using the tool for the HFC consumption related assessment. In February 2025, the technical experts from the Schmidt Center for Data Science and Environment provided guidance to the country representatives through an online meeting and made available the tool through a weblink for them to use the tool and provide feedback. Initial feedback was provided one of the countries and this was used by the technical experts for appropriately incorporating those inputs in the tool	96

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
A workshop was held in October 2024 between the Schmidt Center for Data Science and Environment and the Secretariat, to discuss on the features of an interactive user-friendly model for HFC consumption assessment, trend analysis and impact of different policy interventions on HFC consumption projections. During the workshop, the different aspects related to HFC consumption projections for the modeling process were discussed. The model, to be developed by the Schmidt Center, is expected to be used by countries to make assessments of HFC consumption trends and understand the need for different policy interventions.	95
Secretariat of the Convention on Wetlands	
The Secretariat provided inputs to a query to gather information for governance on ways that decision making procedures could be enhanced during exceptional circumstances such as a global pandemic that makes meeting face-to-face difficult or not possible.	96
Stimson Centre	
The Chief Officer spoke to researchers regarding the evolution and work of the Montreal Protocol and its funding mechanism.	93
The Chief Officer provided inputs and reviewed a case study examining aspects that make the Montreal Protocol successful and relevant lessons for accountability in the cyber domain. The case study was included as chapter “The Remarkable Story of the Montreal Protocol with Lessons for Cyberspace” included in the Stimson Center report “Advancing Accountability in Cyberspace: Models, Mechanisms, and Multistakeholder Approaches”, prepared by the Stimson Center, and after a soft launch in July 2024 published on the Stimson Center’s website to commemorate the 2024 International Day for the Preservation of the Ozone Layer (https://www.stimson.org/2024/the-remarkable-story-of-the-montreal-protocol-with-lessons-for-cyberspace/).	95
Sustainable Energy for all (SE4All)	
The Secretariat prepared an article on the Multilateral Fund for the Chilling Prospects 2022 report.	90
Sustainable United Nations (SUN)	
The Secretariat made a presentation at the 31 st meeting of the United Nations Issues Management Group (IMG) on Environmental Sustainability Management, held at ICAO, Montreal on 11 October 2019. The Secretariat presented how the UN offices can collaborate with activities undertaken by the agencies on implementation of projects at national, regional and global levels that promote adoption of ozone friendly and HFC-free technologies. A representative of the Sustainable United Nations (SUN), an office that manages and supports the IMG on Environmental Sustainability Management, visited the Secretariat office and presented the work of this office to the staff.	84
Transparency International-Australia (TI-A)	
The Multilateral Fund Secretariat and the Ozone Secretariat, in response to equal letters received from TI-A, shared a note on a compilation of publicly available information relating to transparency, accountability and integrity in the UN/UNEP, applicable to the Montreal Protocol processes, further to the request for assistance to identify these documents, which are part of the general policies, rules and procedures of the UN Secretariat, that equally apply to the treaty and its financial mechanism.	94
United Nations Office of Internal Oversight Services (OIOS)	
The Secretariat discussed relevant recommendations with implementing and bilateral agencies.	90
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.1 on the recommendations of the OIOS audit report.	88
The Secretariat provided information and documentation, responses to questions and clarification to facilitate an audit by the Office of Internal Oversight Services which aims to assess the efficiency and effectiveness of the provision of services at the Secretariat to the Multilateral Fund covering the period from 1 January 2018 to 31 December 2020.	86/87

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Background information on the Multilateral Fund and other information including, <i>inter alia</i> , UNEP interim financial statements on the Multilateral Fund; report on contributions and disbursements; progress report; 2015 Monitoring and evaluation work programme; and the link to policy and procedures manual.	75
United Nations Environment Programme	
The Secretariat participated and provided inputs in an online brainstorming meeting on possible UNEP actions to assist countries to address dumping of refrigeration and air-conditioning equipment, including support by the Climate and Clean Air Coalition (CCAC) to conduct a region-wide refrigeration and air-conditioning (RAC) market study to gather evidence on environmental dumping, and spur national action to increase availability of RAC technologies and stop the dumping of inefficient, high-GWP refrigerant cooling technologies.	96
The Secretariat collaborated with the Ozone Secretariat, in response to decision XXXVI/9 on further strengthening Montreal Protocol institutions. Following the receipt of permission to extract information on the licensing systems of Article 5 parties, the Secretariat shared with the Ozone Secretariat the relevant portions of the verification reports for analysis.	96
At the request of the Ozone Secretariat, in March 2025, the Secretariat commented on a draft analysis on how free trade zones, transit and trans-shipment operations relate to multilateral environmental agreements (MEAs), which the Ozone Secretariat plans to publish as part of its collaboration with other MEA Secretariats on customs engagement, illegal trade, and enforcement under the Green Customs Initiative.	96
The Secretariat collaborated with UNEP in the development of the Medium-term Strategy 2025-2029 and Programme of Work 2026-2029, mandated by the United Nations Environment Assembly (UNEA) decision 6/7. The Chief Officer participated in the technical-level sessions in preparation for the strategy, which is expected to be approved at the 7 th session of UNEA in December 2025.	95
The Secretariat participated, in coordination with the Ozone Secretariat and together with Secretariats of Multilateral Environmental Agreements administered by UNEP, in consultations called for by the Director of the UNEP Law Division, on how the supplementary agenda item entitled "Cooperation with Multilateral Environment Agreements" could be best considered at UNEA-6.	92
Together with the Ozone Secretariat, the Multilateral Fund Secretariat provided the Chemicals and Health Branch, Economy Division of UNEP with comments on GCO-II report to the Chemicals and Health Branch including information related to: the accelerated phase-out of HCFCs, the Kigali Amendment regarding HFCs, the increased emissions of CFC-11 according to the publication by Montzka et al. in 2018; compliance with the Montreal Protocol's control measures and data reporting.	82
UNEP Intergovernmental Negotiating Committee (INC) to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment	
At the request of the South African Government, Department of Forestry, Fisheries and Environment, the Secretariat presented information on the operational arrangements, governance structure, project planning and implementation processes of the Multilateral Fund at an information session of the INC Intersessional Work with Civil Society Organisations, organised by the Government of South Africa, on 12 August 2024. Responses to questions included clarifications on how the Multilateral Fund provides support for the adoption of innovative technologies.	95
The Chief Officer participated in the webinar, held online on 11 May 2023, organized by the INC, and presented the experience of the Multilateral Fund and lessons learnt since its inception.	92

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	
The Secretariat continued online its collaboration with the technical support unit (TSU) of the Secretariat of the United Nations Climate Change Convention, further to the invitation of the Executive Secretary of the Convention, in support of the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by the COP to the UNFCCC at its 27th meeting.	93
The Secretariat was invited by the Executive Secretary of the UNFCCC, together with other UNs agencies, international financial institutions and multilateral development banks, as well as the operating entities of the financial mechanism of the Convention and the Paris Agreement, to collaborate with the technical support unit (TSU) of the Secretariat in supporting the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by UNFCCC COP 27. Upon invitation by the UNFCCC Secretariat, the Secretariat participated in the first meeting of the TC (Luxor, Egypt, 27-29 March 2023). All travel-related expenses were covered by the UNFCCC Secretariat.	92
Comments on the draft technical summary of the mitigation benefits of actions, initiatives and options to address non-carbon dioxide greenhouse gas emissions	74
The Secretariat received an invitation in early October 2013 to attend the 19th session of the Conference of the Parties to the UNFCCC and the 9th session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol that would take place in Warsaw, Poland, from 11 to 22 November 2013. The Chief Officer informed the UNFCCC Secretariat that he was unable to attend due to preparations for the 71st meeting. Noting that the UNFCCC Secretariat was invited to attend the 25th MOP, he suggested an informal meeting to exploit potential opportunities for collaboration between the two Secretariats. The Executive Secretary of UNFCCC Secretariat responded that the Coordinator of the Mitigation, Data and Analysis Programme, who would be attending the MOP, would arrange to meet bilaterally with him. The representatives of both Secretariats met and discussed informally ways in which the two Secretariats could collaborate in the future as the need arose.	71
University of Bristol	
Provided a summary of the data contained in documents on HFC-23 prepared by the Secretariat, aggregated consumption of HFC-23 reported in surveys of ODS alternatives conducted in 119 Article 5 countries, and data it had derived from publicly available resources during the preparation of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.	83
University of Cape Town	
In July 2024, the University of Cape Town (UCT), South Africa, contacted the Secretariat in the framework of its research for the preparation of a guidance document for governments and other stakeholders to support the implementation of sustainable domestic financing mechanisms for the sound management of chemicals and waste with particular focus on UNEP's Special Programme-financed projects. They requested a viewpoint on the barriers, challenges, and opportunities for implementing sustainable domestic financing mechanisms based on country-level experiences in implementation of MLF projects. The Secretariat, through an on-line interview, shared experiences in the implementation of different ODS phase-out and HFC consumption reduction projects.	95
World Trade Organization, Trade and Environment Division	
Update of the MEA Matrix for the WTO's Committee on Trade and Environment (https://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_matrix_e.htm)	75